

## Bilan de la IV<sup>me</sup> République

**SALAIRES**  
indice  
**8**

### 13 GOUVERNEMENTS

**PRIX**  
indice  
**25**

## L'agitation ouvrière face au gang de la politique

### L'écroulement monétaire

La monnaie est au cœur de tous les problèmes qu'elle pourrait et fausse.

Toutes les richesses, et même les valeurs morales se transposent sur le plan monétaire qui de valeur représentative devient ainsi valeur réelle.

Lorsqu'à l'origine, un sac de blé se vendait contre une certaine quantité d'or on pouvait affirmer qu'il ne s'agissait en fait que d'un troc : marchandise contre marchandise. La monnaie avait alors un rôle certain dans l'économie : elle était un étalon véritable, elle facilitait et favorisait la circulation et la création de richesses nouvelles.

Mais depuis que l'or, dilapidé à des fins guerrières et spéculatives, a disparu, depuis que seuls des papiers que plus rien ne garantit l'ont remplacés, toutes les données économiques qui fient la fortune du capitalisme libéral à l'époque de sa prodigieuse expansion, se sont écroulées.

Il ne reste présentement qu'une extraordinaire sarabande de papiers multicolores auxquels s'accrochent désespérément les mainteneurs d'un système historiquement dépassé.

Le maintien artificiel d'une circulation monétaire ne pourrait éventuellement être assuré que par un rigoureux équilibre budgétaire et l'arrêt définitif des émissions inflationnistes. De sur-

croît il serait indispensable que l'économie mondiale, et en particulier celle des U.S.A., dont nous dépendons étroitement, soit également stabilisée, la hausse des prix sur le marché américain ayant une répercussion fatale sur l'économie française. Or, aucune de ces conditions ne peuvent et ne seront jamais réalisées. En France le problème des salaires et des prix apparaît de plus en plus insoluble et tous les remèdes proposés aboutiront au même et triple résultat :

**DESEQUILIBRE BUDGETAIRE. INFLATION. CHUTE DU FRANC.**

Par exemple : on supprime les subventions, on augmente les impôts ; le budget s'équilibre. Mais alors il faut augmenter les salaires ce qui provoque une hausse du coût de la vie et par incidences diverses un nouveau déséquilibre budgétaire, l'inflation et la chute du franc.

Essaye-t-on la méthode inverse ? Le résultat sera identique sinon plus grave. Les subventions pèseront de plus en plus lourdement sur le budget, la planche à billets fonctionnera à jet continu, les prix monteront en flèche et tout sera à recommencer dans des conditions encore plus difficiles.

Mayer, tournant délibérément le dos à ces moyens qu'il jugeait inopérants et néfastes, essaya au mois de janvier dernier la double opération suivante :

Dévaluation du franc et parallèlement stérilisation d'une masse monétaire considérable (retrait des billets de 5.000). Cette dernière opération, jointe à des impôts exceptionnels, fut simplement : la déflation qui n'ose pas dire son nom. Dans notre édition du jeudi 1<sup>er</sup> avril (n° 123) nous avions prévu et expliqué pourquoi le plan Mayer était irrémédiablement voué à l'échec. Nous ne pensons pas devoir infliger à nos lecteurs une réédition de cet éditorial ; constatons en passant que seuls, dans toute la presse, nous avions vu juste.

(Suite page 2.)

### Les Invalides civils

Afin d'épurer la race et n'avoir que de beaux hommes, les spartiates tuèrent les nouveaux-nés présentant des difformités physiques.

Cette coutume barbare répondait à un besoin d'esthétique, de déification de la beauté humaine.

Dans certaines tribus primitives et aujourd'hui encore, on supprime les bouches inutiles, vieillards, infirmes, afin de restreindre la consommation aux seuls valides.

Dans le premier comme dans le second cas, si le meurtre ne s'excuse pas, il s'explique.

Mais aujourd'hui, après des millénaires de lente progrès, alors que la richesse humaine permet de par le monde l'entretien et l'armement de millions d'hommes que l'on destine au massacre d'autres millions d'hommes et à la destruction d'irremplaçables richesses, on agit de la pauvreté générale afin de pouvoir abandonner tous ceux qui sont venus au monde avec une tare physique ainsi que tous les blessés et infirmes civils ! Ils sont 40.000 en France !

Quarante mille hommes et femmes non reconnus par ce que l'on appelle les « autorités » ! Quarante mille êtres humains qui vivent en marge de la société et à qui on ose donner des pensions allant de 700 fr. par mois à 2.500 fr. pour les plus favorisés !

Et les de Gaulle, les Thorez et autres polichinelles de la politique parlent sans arrêt de la grandeur française, du panache de la gloire de cette pisseuse et sanglante gloire !

La grandeur française ? La honte française, devrions-nous dire !

Une société qui abandonne ceux qu'un sort injuste frappe dans la chair, alors qu'elle est assez riche pour faire des canons et des tanks, une société qui réduit à la mendicité ceux qui ne peuvent travailler, se ravale au-dessous des plus primitives tribus d'anthropophages.

Car elle n'a aucune excuse.

Elle condamne des hommes dont le seul tort est d'être aveugles, tuberculeux ou paralysés.

Qu'elle les supprime carrément. Elle sera au moins, pour une fois, logique avec elle-même, elle montrera alors au grand jour sa vraie face : la face du meurtre érigé à la hauteur d'une institution.

Alors que le devoir du Syndicat ouvrier est de supprimer les maîtres et non de les choisir, le syndicalisme politisé s'est cyniquement associé aux forces homicides du profit et des impérialismes. Il a rejeté le dur isolement et l'égoïsme sacré de la classe ouvrière, ainsi que toute idée révolutionnaire.

Mais devant l'immense duperie de la baisse et les stériles jeux politiques, la base populaire, écoeuvée, commence à comprendre le rôle néfaste des gouvernements. Elle s'unit, se prépare à la lutte et à l'action directe.

Le gouvernement Marie est tombé parce que les chefs du syndicalisme réformiste sont débordés par ces mouvements spontanés. Ils vont maintenant s'employer à les canaliser, à les maintenir dans la « légalité ».

La dégénérescence du mouvement ouvrier a faussé tous les problèmes. Les pires réactionnaires, comme les M.R.P., comme les gaullistes, imitent les socialistes et les communistes. Chaque parti entend assujettir les travailleurs afin de s'assurer l'accession au pouvoir ; et les pontifes syndicaux associés à cette course au bulletin de vote deviennent les soutiens d'une société qu'ils ont mission de combattre et de détruire !

Sans eux on ne peut plus aujourd'hui ni gouverner, ni exploiter, ni assurer la pérennité des privilèges.

Ils sont partout et détiennent virtuellement les levées de commande.

Leur force pourrait peut-être renverser le capitalisme. Elle est utilisée à le maintenir.

Lorsque les socialistes refusent les compensations de Reynaud jugées insuffisantes, ils pensent à F.O. Et un identique souci agite les M.R.P. qui pensent à la C.F.T.C.

(Suite page 2)

### Les maniaques de la crise

Le gouvernement de « Durée et Action » ayant mis un mois et un jour à s'effondrer dans l'impissance la plus complète, les socialistes, par la bouche de Ramadier, ont suggéré qu'on établisse un gouvernement d'action et de durée.

Ce pourrait être une histoire de fous ; c'est beaucoup plus grave. Si les « tombeurs » socialistes en sont à leur troisième ministère-victime, c'est parce qu'ils sont eux-mêmes embourbés dans des contradictions profondes. S'ils veulent conserver une base électorale, ils doivent être contre tout gouvernement de durée et d'action, car celui-ci, voulant sauver le capitalisme « démocratique », ne pourrait que faire payer les travailleurs. D'autre part, s'ils veulent sauver le capitalisme démocratique, ils doivent appartenir à un gouvernement de durée et d'action. On peut résumer ceci dans la formule : les socialistes sont pour un gouvernement d'action, mais renverseront tous les gouvernements d'action.

Car la crise du socialisme est, au fond, celle du capitalisme démocratique tout entier : pour sauver le capitalisme, il faut faire payer, faire suer, affamer

les travailleurs. Or, pour bien réussir cela, il faut supprimer totalement la démocratie, dont les libertés fraternelles sont encore trop grandes. Le capitalisme démocratique est devenu une contradiction dans les termes. Et les socialistes, qui basent leur théorie sur le maintien du capitalisme démocratique, afin de le « transformer » (?) en socialisme, qui s'identifient avec le capitalisme démocratique, sont devenus par suite un anachronisme.

C'est aussi un peu la crise de ce parti (Suite page 3.)

### AU FIL DES JOURS

#### CIVILISATION

Le vice-président du Conseil Régional des expulsés de l'Est a déclaré à Krefeld que, selon des statistiques américaines, quatre millions huit cent mille Allemands de l'Est avaient été tués ou étaient morts de faim et que trois millions de femmes allemandes avaient été violées.



#### FRACHE ET JOYEUSE

Devant de si beaux résultats il ne reste plus qu'à continuer et perfectionner le système.

Thomas Beck, président de la Société d'Éditions Crowell-Collier a déclaré à Montréal que l'U.R.S.S. possède la formule pour fabriquer des nuages empoisonnés qui, lancés sur une ville, extermineraient tout ce qui vit.

Lilienthal, président de la Commission de l'Énergie atomique des U.S.A. a déclaré que l'Angleterre, le Canada et les U.S.A. avaient élaboré le programme des travaux de la commission mixte en vue de coordonner leurs recherches dans le domaine de l'énergie atomique.

Et vive la gloire !



#### ET ENCORE...

Dans un rapport destiné à Symington, secrétaire de l'Air Américain, le général Spaatz réclame pour les U.S.A. des projectiles télédirigés d'une portée de 8.000 km. et capables de transporter la bombe atomique. Le général insiste sur le fait qu'il n'y a aucune défense efficace contre de tels engins dont la vitesse dépasse celle du son.

Aucune défense ? Si : pendre haut et court ce général.



#### MARCHAND DE MORT

« World Aviation Annual » annuaire américain des forces aériennes mondiales, nous informe que l'U.R.S.S. a

importé d'Allemagne, d'Angleterre et d'Amérique, un million de dollars de pièces d'actions ! Il faut bien que les patriotes vivent ! (Suite page 2.)

## LA DERNIERE CHANCE

Le Gouvernement Marie, comme la plupart de ceux qui l'ont précédé, vient de buter sur les salaires.

Le malaise syndical que nous signalions la semaine dernière s'est forcément étendu aux partis politiques qui gèrent les Centres syndicaux. Et ce fut l'origine de la crise.

Des solutions, politiques seront recherchées, des solutions politiques seront certainement trouvées, la peur du Grand Charles étant le commencement de la sagesse.

Mais on peut affirmer que quelles que soient les solutions sur lesquelles se mettront d'accord les partis, quelles que soient les nouvelles mesures envisagées, quelles que soient les équipes chargées de les appliquer, les résultats seront les mêmes.

L'expérience de ces quatre dernières années nous apprend d'une manière éloquent et surtout sensible pour notre porte-monnaie, qu'il n'y a pas, qu'il n'y a plus de solutions dans le cadre d'un régime arrivé au bout de son rouleau.

Depuis quatre ans, toutes les solutions, toutes les combinaisons politiques ont été essayées ! Ministère autoritaire, sous la houlette de de Gaulle, au début ; Ministère tripartite avec les communistes aux postes économiques ; 3<sup>e</sup> force avec, successivement des socialistes, des démocrates chrétiens, des radicaux, aux leviers de commande.

Pendant toute cette période, les Forces syndicales partisans, elles-mêmes ont essayé d'appuyer les Ministères de leur obédience : c'est, au début, la C.G.T. communiste essayant de sauver le régime au détriment des ouvriers, contraignant ceux-ci au « stakhanovisme », c'est la C.G.T. socialisante, gonflant le mythe de la baisse des prix, c'est la C.G.T. chrétienne, bénoissant les efforts du Révérend Père Schuman.

Rien n'y fit, ni les contorsions des politiciens, ni les reniements des « syndicaux ». Le Régime à bout de souffle continua à crever, les ouvriers à bout de patience malgré les exhortations ou les menaces, continuèrent à revendiquer.

Enfin, le dernier atout, l'illusionniste,

le jongleur, l'homme au passé éloquent, vint, patronné par Herriot, charpenné par Blum, encouragé par tout ce que le pays compte de banquiers, de patrons de combat, de généraux gâteux, de vieilles filles rancées, de margoulinis de toutes sortes.

Devant la volonté de vie du monde du travail, le brillant nabot a trébuché à son tour.

Personne ne fera mieux, personne ne fera pire...

On nous avait parlé de dernière expérience, et ceux-là mêmes qui avaient trouvé cette formule s'emploieront demain, soyons-en sûrs, à nous démontrer que « tout est encore possible ».

C'est de règle.

Il importe que les travailleurs, eux, voient clairement la situation.

Demain comme hier, ni les dictateurs, ni les pitres ne résoudront à

travers le problème des salaires et des prix, le problème social.

Rien ne viendra que des ouvriers eux-mêmes et seule, leur colère résultera le climat nécessaire à l'unique solution possible : LA SOCIALISATION DANS LA LIBERTÉ.

Les vacances qui se terminent sont lourdes de conséquences politiques, économiques et sociales. Faisons la rentrée riche de perspectives révolutionnaires. Réalisons « L'UNITÉ SYNDICALISTE ».

Forgons l'Unité à la base, dans les chantiers, dans les usines, dans les magasins, dans les administrations par-dessus la tête et contre les politiciens syndicalistes. Ce sont là les armes qu'il nous faut forger rapidement si nous voulons saisir la seule, la dernière chance de notre Libération.

JOYEUX.

Si elle était honnête, si elle refusait d'imprimer les déclarations de guerre et si toutes les imprimeries suivaient son exemple la guerre ne pourrait pas se déclarer !

Mais jamais la presse asservie ne pourra avoir un tel geste.

Et c'est l'honneur et le devoir des journaux anarchistes de dévoiler toutes ces turpitudes.

Si vous voulez savoir ce qui se passe, si vous voulez connaître toutes vérités, lisez le Libertaire, et soutenez-le ! C'est le seul journal digne de ce nom.

Depuis des années l'homme se sentait naturel de partir en guerre pour défendre « sa » patrie, mais encore, plein de haine artificielle, cherchait à « illustrer » !

Cependant les pernicieux effets du poison des livres scolaires risquant de s'atténuer avec l'âge il convient de les renforcer sans cesse et d'atteindre l'homme partout et à tout moment.

Une arme dangereuse



## LES RÉFLEXES DU PASSANT

## LE FLIC



Le chien de garde qui veille jalousement à ce qu'aucun mécréant ne vienne troubler l'heureuse digestion de son maître symbolise le flic.

Seuls les riches aiment le flic. Un peu moins que leur chien cependant. Un flic est toujours bien nourri. Comme les chiens de riches.

Un chien se donne à un maître. Il mord les autres, même s'ils sont riches et puissants.

Un flic se vend à Pétain, Hitler, Reynaud, Moch ou Thorez. Les régimes passent. Le flic reste : émasculé, trapu, massif, corrompu et stupide, il est la pierre angulaire du pouvoir, l'ennemi de l'autorité. Le flic est l'authentique représentant de la prostitution masculine.

## Quelques définitions

Commerçant patenté. — Honnête citoyen.

Commerçant non patenté. — Trafiquant, plaie de la France, mal public.

Intermédiaire. — Élément économique mystérieux et insaisissable.

Baisse. — Histoire de fous.

Pouvoir d'achat. — Entité évanescence.

Ministre des finances. — Faux monnayeur.

Monnaie (fausse). — La seule véritable.

Monnaie (vraie). — Inconnue.

Ministre. — Homme protégé.

Homme-Protégé. — Pineau.

Pineau. — Apéritif apprécié.

Croupier. — Fonctionnaire des jeux.

Jeux d'argent. — Passion malsaine.

Passion malsaine. — Source de revenu pour l'État.

Guerre. — Entreprise patriotique.

Paix. — Préparation aux entreprises patriotiques.

Hérarchie. — Echelle des privilèges.

Matraque. — Pleins pouvoirs.

Pleins pouvoirs. — Matraque.

Influence. — Matière première de haute valeur commerciale.

Traffic d'influence. — (Se renseigner auprès de Gouin).

Scandales. — Aliment populaire essentiel.

Gloire. — Dito.

Partis. — A l'extrémité du péril.

Partis politiques. — A l'autre extrémité.

Patron. — Tube digestif.

Constipation. — Ressource publicitaire.

Piété. — Constipation spirituelle.

Bourse. — Vide permanent.

Bourse. — Espoir des repopulateurs.

Fisc. — Presse-couillon.

Vertu. — Obéissance.

Obéissance. — Crème.

Travailleur. — Éternel couillon.

## F. A.

## Fédération Anarchiste

145, Quai de Métro.

Performance tous les jours de 9 h. à 12 h.

1<sup>re</sup> REGION

Congrès Régional. — Les délégués des groupes au Congrès de la Région de la F.A., les 5 et 6 septembre, 13, rue du Molinier, Lille, sont priés de se mettre en rapport avec Laurey Georges, 80, rue Francis-Percier, à Lille, chargé d'organiser l'hébergement des délégués.

2<sup>e</sup> REGION

Paris 5<sup>e</sup> et 6<sup>e</sup>. — Réunion le vendredi 3 septembre, à 21 heures précises. Tous les militants et sympathisants sont invités à la première réunion du groupe de l'année 1948-49, qui aura pour objet la reprise des activités du groupe.

Paris (9). — (L'Entente Anarchiste). Secrétaire Robert François, 52 bis, rue des Abbesses, Paris (18). Un cercle d'étude ouvert au public, fonctionnera à partir du mois d'octobre. S'inscrire dès maintenant en écrivant à l'adresse ci-dessus.

Paris 10<sup>e</sup> et 3<sup>e</sup>. — Les sympathisants du « Libertaire » désirant prendre contact avec le groupe sont priés d'écrire ou de s'adresser à : ERIC ALBERT, « Le Libertaire », 145, quai de Métro.

Paris 15<sup>e</sup>. — Le groupe est reconstitué. Des réunions et des conférences auront lieu alternativement chaque semaine. Pour tous renseignements, écrire à Jean Gribeau, 6, imp. Prévoist, Paris-13. Tél. : G.O.B. 70-72.

Colombes. — Réunion de l'intergroupe, dimanche 5 septembre, à 10 heures, Café Presle, 10, rue de Paris, à Colombes.

Courbevoie. — Réunion du groupe le 1<sup>er</sup>, 2<sup>e</sup> et 4<sup>e</sup> lundis du mois, 35, rue de Metz, à Courbevoie. Réunions ouvertes aux sympathisants.

Paris-Est. — Réunion des militants jeudi 3 septembre, à 20 h. 30, 41, rue Pédon.

Paris-Ouest. — Réunion du groupe vendredi 3 septembre, à 20 h. 45, Café de Bagatelle, 79, avenue de Saint-Ouen, métro Guy-Moquet.

Groupe Banlieue-Sud. — Réunion diman-

Il est neutre ; comme la vérole et la syphilis.

Il tue sans haine, matraque par métier, comme d'autres creusent un sillon. Il est le bras séculier et assure la grandeur des États comme le vice assure la grandeur du croupier.

Il laisse en paix la putain en carte et assomme la putain tout court. Il va à la guerre comme tout le monde, mais pour tirer dans le dos de ceux qui ne veulent pas mourir.

Entre le gangster et le flic, l'homme honnête ne peut hésiter ; son choix est fait d'avance :

Le gangster risque sa vie ; le flic se prostitute.

Le flic a le sens des valeurs sociales. L'escroq a droit à ses prévenances. Le gréviste à sa matraque.

L'arme du flic c'est la misère. Elle est sa raison d'être.

Le flic n'est jamais aimé, jamais haï, toujours méprisé.

Il est le mercenaire de l'injustice. Il est la honte de l'homme.

## Monnaie

(Suite de la 1<sup>re</sup> page)

La seule route qui reste ouverte devant le ministre des Finances, quel que soit son parti, ses capacités, ses volontés d'aboutir, est celle de la hausse.

Il est cependant raisonnable d'avancer que la suppression pure et simple du budget de guerre serait un élément d'équilibre ; mais là encore et malgré cette amputation que ne voudra faire aucun gouvernement, la stabilité du franc ne pourrait être que de courte durée.

Dans un monde où la course aux armements est la règle générale il ne saurait être question de stabilité financière, tous les pays étant rigoureusement interdits de la hausse.

Les Etats, en faisant des achats massifs de marchandises les plus diverses qui, de l'acier au coton, en passant par tous les métaux, les boutons de guêre et les rubans à galons, provoquent eux-mêmes la hausse universelle, qu'ils entendent d'un autre côté combattre, en abaissant les salaires, en s'adonnant aux manipulations monétaires, en domestiquant les syndicats. Aujourd'hui la ruine monétaire est consommée.

Par conséquent tous les problèmes économiques, les prix, les salaires, les retraites, rentes, impôts en subissent le contre-coup fatal.

Mais à la ruine monétaire ne s'ajoute pas la ruine économique. Les richesses sont toujours présentes sous nos yeux. Mais elles deviennent de plus en plus inaccessibles à cause des impossibilités monétaires.

Et tous les problèmes sont faussés et pourris. Cependant, une monnaie artificielle peut remplacer l'or défunt. Mais, et nous ne cessons de le répéter, cette monnaie aurait comme gage certain, non « une confiance » qui n'a jamais existé, mais la matraque du fascisme.

E. A.

Par suite de l'abondance des matières, notre rubrique

« Ajisme et Anarchie » est

reportée à la semaine pro-

chaine.

Petite Correspondance

Le camarade Duval est prié de faire connaître au « Libertaire » le Comité d'entraide qui a des sommes à lui remettre.

BRETON, Tours. — L'erreur signalée par Duval a été rectifiée.

MICHEL demande à TAM, d'écrire au « Libertaire » pour se mettre en rapport avec lui.

## Chez les autres...

## POUSSE-AU-CRIME

LE POPULAIRE évoquait en gros titre, il y a quinze jours, l'affaire de ces P.G. allemands qui avaient durement corrigé un de leurs camarades (si l'on peut dire).

En France, les nazis doivent être châtiés, 10 P.G. torturent un des leurs à la manière d'Auschwitz. Cette semaine, deuxième règlement de compte entre P.G. et le Popu de remettre ça :

Tortures SS, barbarie nazie... survivance de l'esprit et des gestes nazis... un fait divers tel qu'un esprit français ne saurait en imaginer.

Par exemple, en Indochine, ce ne sont pas des Français qui ordonnent le bombardement, l'incendie et l'aneantissement d'une ville entière, population comprise, pour l'exemple !

Il n'aurait jamais pu imaginer cela « l'esprit français » du brave général qui donna cet ordre.

D'abord, chacun sait bien qu'un général ça n'a pas d'esprit.

Et puis ça n'était pas un fait divers : aucun journal n'en a parlé.

Et quand Marcel Roëls, hurluberlu que les lauriers de Madeleine Jacob empêchent de dormir, résume son papier en écrivant :

Scène qui évoque les tortures de la Gestapo.

il nous permettra de lui rappeler qu'évoque aussi les méthodes qui ont toujours cours dans la police française dirigée, il n'y a pas si longtemps encore, par son « camarade » Jules Moch, de la S.F.I.O.

Que l'on comprenne bien, je ne veux pas prendre à l'aide des prix du P.C.F. au R.P.F. n'en a parlé.

À Oradour-sur-Glane il s'est trouvé un SS pour sauver des paysans qui se jetaient dans la gueule du loup. Dans la presse française il ne s'est pas trouvé un seul journal pour ne pas exploiter basement cette triste histoire.

Le sadisme n'a pas de patrie.

## PRIX-SALAIRES

LE RASSEMBLEMENT

Le pouvoir d'achat a baissé de moitié depuis janvier 1946. L'hebdo R.P.F. nous démontre à l'aide des prix du pain, du beurre, de la viande, du lait, du vin, du kilowatt d'électricité et de la traction avant 11 CV Citroën légère.

Rien là que de très normal si ce n'est que le pouvoir d'achat de cette phrase : Voici les données de base essentielles à l'existence d'un travailleur moyen.

Le Citron 11 CV devenu essentielle à l'existence d'un travailleur. Le Rassemblement défend les prolétaires et les travailleurs du gang des tractations avant.

Jugerait-ils tous les prolétaires d'après la clientèle « ouvrière » du R.P.F. ?

CAMOUFLAGE

Il y a longtemps que je n'avais parlé de LA BATAILLE SOCIALISTE. Elle continue : Dans 13 des 17 articles de l'organe du M.S.V.D. on trouve des attaques violentes contre la S.F.I.O.

Merci à la Bataille Socialiste d'avoir éclairé la lanterne de ceux qui n'étaient pas au courant.

CAVAN.

## CHRONIQUE AGRICOLE

« On voit, par la campagne, des animaux farouches, des mâles et des femelles, attachés à la terre qu'ils considèrent comme leur domaine. Et en effet, ce sont des hommes ! »

Ces quelques lignes de La Bruyère nous montrent, mieux que de savantes statistiques, la vie menée par les paysans du grand Nord.

Un progrès certain a été incontestablement réalisé depuis ce temps où l'homme des champs n'était qu'un serf, celle de la liberté.

Certains pensent que la Révolution de 1789 a transformé la condition du peuple. Nous ne voyons pas nier l'importance d'une telle Révolution qui fut faite dans un esprit de libération de l'homme, mais nous savons également qu'une Révolution est sans effet lorsqu'elle n'est pas suivie d'une transformation économique radicale.

Liberté des seigneurs, le paysan s'est soudainement trouvé un homme prodigieusement libre, mais le grand propriétaire a été remplacé par celui de l'argent. Le royaume était pour un temps écarté, mais le règne de la bourgeoisie ne faisait que commencer.

Pendant des siècles, ceux-là mêmes qui suivirent la Révolution de 1789, la bourgeoisie, s'est peu à peu emparée de la réalité ce qu'il est aujourd'hui le communisme, mais nous savons également qu'une Révolution est sans effet lorsqu'elle n'est pas suivie d'une transformation économique radicale.

Liberté des seigneurs, le paysan s'est soudainement trouvé un homme prodigieusement libre, mais le grand propriétaire a été remplacé par celui de l'argent. Le royaume était pour un temps écarté, mais le règne de la bourgeoisie ne faisait que commencer.

Pendant des siècles, ceux-là mêmes qui suivirent la Révolution de 1789, la bourgeoisie, s'est peu à peu emparée de la réalité ce qu'il est aujourd'hui le communisme, mais nous savons également qu'une Révolution est sans effet lorsqu'elle n'est pas suivie d'une transformation économique radicale.

Liberté des seigneurs, le paysan s'est soudainement trouvé un homme prodigieusement libre, mais le grand propriétaire a été remplacé par celui de l'argent. Le royaume était pour un temps écarté, mais le règne de la bourgeoisie ne faisait que commencer.

Pendant des siècles, ceux-là mêmes qui suivirent la Révolution de 1789, la bourgeoisie, s'est peu à peu emparée de la réalité ce qu'il est aujourd'hui le communisme, mais nous savons également qu'une Révolution est sans effet lorsqu'elle n'est pas suivie d'une transformation économique radicale.

Liberté des seigneurs, le paysan s'est soudainement trouvé un homme prodigieusement libre, mais le grand propriétaire a été remplacé par celui de l'argent. Le royaume était pour un temps écarté, mais le règne de la bourgeoisie ne faisait que commencer.

Pendant des siècles, ceux-là mêmes qui suivirent la Révolution de 1789, la bourgeoisie, s'est peu à peu emparée de la réalité ce qu'il est aujourd'hui le communisme, mais nous savons également qu'une Révolution est sans effet lorsqu'elle n'est pas suivie d'une transformation économique radicale.

Liberté des seigneurs, le paysan s'est soudainement trouvé un homme prodigieusement libre, mais le grand propriétaire a été remplacé par celui de l'argent. Le royaume était pour un temps écarté, mais le règne de la bourgeoisie ne faisait que commencer.

Pendant des siècles, ceux-là mêmes qui suivirent la Révolution de 1789, la bourgeoisie, s'est peu à peu emparée de la réalité ce qu'il est aujourd'hui le communisme, mais nous savons également qu'une Révolution est sans effet lorsqu'elle n'est pas suivie d'une transformation économique radicale.

Liberté des seigneurs, le paysan s'est soudainement trouvé un homme prodigieusement libre, mais le grand propriétaire a été remplacé par celui de l'argent. Le royaume était pour un temps écarté, mais le règne de la bourgeoisie ne faisait que commencer.

Pendant des siècles, ceux-là mêmes qui suivirent la Révolution de 1789, la bourgeoisie, s'est peu à peu emparée de la réalité ce qu'il est aujourd'hui le communisme, mais nous savons également qu'une Révolution est sans effet lorsqu'elle n'est pas suivie d'une transformation économique radicale.

Liberté des seigneurs, le paysan s'est soudainement trouvé un homme prodigieusement libre, mais le grand propriétaire a été remplacé par celui de l'argent. Le royaume était pour un temps écarté, mais le règne de la bourgeoisie ne faisait que commencer.

Pendant des siècles, ceux-là mêmes qui suivirent la Révolution de 1789, la bourgeoisie, s'est peu à peu emparée de la réalité ce qu'il est aujourd'hui le communisme, mais nous savons également qu'une Révolution est sans effet lorsqu'elle n'est pas suivie d'une transformation économique radicale.

Liberté des seigneurs, le paysan s'est soudainement trouvé un homme prodigieusement libre, mais le grand propriétaire a été remplacé par celui de l'argent. Le royaume était pour un temps écarté, mais le règne de la bourgeoisie ne faisait que commencer.

Pendant des siècles, ceux-là mêmes qui suivirent la Révolution de 1789, la bourgeoisie, s'est peu à peu emparée de la réalité ce qu'il est aujourd'hui le communisme, mais nous savons également qu'une Révolution est sans effet lorsqu'elle n'est pas suivie d'une transformation économique radicale.

Liberté des seigneurs, le paysan s'est soudainement trouvé un homme prodigieusement libre, mais le grand propriétaire a été remplacé par celui de l'argent. Le royaume était pour un temps écarté, mais le règne de la bourgeoisie ne faisait que commencer.

Pendant des siècles, ceux-là mêmes qui suivirent la Révolution de 1789, la bourgeoisie, s'est peu à peu emparée de la réalité ce qu'il est aujourd'hui le communisme, mais nous savons également qu'une Révolution est sans effet lorsqu'elle n'est pas suivie d'une transformation économique radicale.

Liberté des seigneurs, le paysan s'est soudainement trouvé un homme prodigieusement libre, mais le grand propriétaire a été remplacé par celui de l'argent. Le royaume était pour un temps écarté, mais le règne de la bourgeoisie ne faisait que commencer.

Pendant des siècles, ceux-là mêmes qui suivirent la Révolution de 1789, la bourgeoisie, s'est peu à peu emparée de la réalité ce qu'il est aujourd'hui le communisme, mais nous savons également qu'une Révolution est sans effet lorsqu'elle n'est pas suivie d'une transformation économique radicale.

Liberté des seigneurs, le paysan s'est soudainement trouvé un homme prodigieusement libre, mais le grand propriétaire a été remplacé par celui de l'argent. Le royaume était pour un temps écarté, mais le règne de la bourgeoisie ne faisait que commencer.

Pendant des siècles, ceux-là mêmes qui suivirent la Révolution de 1789, la bourgeoisie, s'est peu à peu emparée de la réalité ce qu'il est aujourd'hui le communisme, mais nous savons également qu'une Révolution est sans effet lorsqu'elle n'est pas suivie d'une transformation économique radicale.

Liberté des seigneurs, le paysan s'est soudainement trouvé un homme prodigieusement libre, mais le grand propriétaire a été remplacé par celui de l'argent. Le royaume était pour un temps écarté, mais le règne de la bourgeoisie ne faisait que commencer.

Pendant des siècles, ceux-là mêmes qui suivirent la Révolution de 1789, la bourgeoisie, s'est peu à peu emparée de la réalité ce qu'il est aujourd'hui le communisme, mais nous savons également qu'une Révolution est sans effet lorsqu'elle n'est pas suivie d'une transformation économique radicale.



# CULTURE ET RÉVOLUTION

Problèmes essentiels

## LA GRATUITÉ

LORSQUE nous prétendons que, dans certains secteurs, la gratuité serait non seulement une source d'économie, mais aussi une source de richesses nouvelles, les personnes non averties des questions économiques, ainsi que les économistes distingués et indiscutables, haussent les épaules.

A l'aide du simple bon sens et sans nous embarrasser de chiffres et de statistiques nous allons maintenant démontrer le bien-fondé de cette proposition.

Mais avant d'entrer dans le vif de notre sujet il convient de faire observer que la notion de gratuité MAINTENANT MEME et malgré les apparences contraires, fait son chemin insensiblement. L'époque n'est pas tellement éloignée où l'on payait pour passer sur un pont et bien des personnes âgées peuvent encore en témoigner.

Les parcs publics, les musées sont virtuellement gratuits. Les pompiers, les services publics, égoutiers, ponts et chaussées, éclairage public et, ne l'oublions pas, la police !

Plus vastes, plus importants sont les trois autres secteurs où se distribuent gratuitement soins médicaux, médicaments, etc.

La Sécurité Sociale, telle qu'elle fonctionne, qu'on le veuille ou non, est une préfiguration — vicieuse certes, exploitée à des fins d'asservissement — de ce qu'elle sera demain.

On pourra nous dire ceci : la Sécurité sociale est payante puisque tout le monde cotise. Apparemment la critique est fondée. En vérité elle est fautive.

Un formidable et lourd système financier, employant des milliers d'hommes et de femmes, est chargé de pomper de l'argent d'un côté, d'en soustraire une partie considérable pour assurer la vie de cette organisation parasitaire et de redistribuer ce qui en reste.

Supprimer cet organisme et distribuer gratuitement serait un incontestable moyen de réaliser des économies massives et de créer de nouvelles richesses en réadaptant des innombrables grattes-papier à des métiers productifs.

Il est évident que cette transformation est impossible dans la société actuelle, mais il n'en demeure pas moins vrai que cette constatation nous prouve la tendance inexorable du monde, vers l'époque où l'on distribuera les richesses au lieu de les vendre.

Un autre exemple aussi significatif est celui du métro.

L'incorruptible Jules Méh, lors des grèves de décembre 47 a RECONNU LUI-MEME, qu'en le laissant gratuit le déficit serait moindre !

Allons plus loin que ce ministre. Disons que le déficit — malgré les économies massives réalisées par la suppression de quelques milliers de pointeurs, contrôleurs, comptables, etc., — serait plus lourd.

Supposons maintenant que ces employés soient des tourneurs, menuisiers, cultivateurs, transporteurs et mettons les nouvelles richesses ainsi créées en regard de ce déficit. Faisons le bilan.

Tout commentaire est superflu ! Le même raisonnement peut s'appliquer à tout ce qui ne se CONSOMME pas. C'est-à-dire : les transports, les services médicaux, et même l'éclairage.

Du coup s'écroule, parce que parlait inutile, la colossale et lourde machine financière.

Les assurances qu'elles qu'elles soient disparaissent. Si tous les employés travaillant à établir des polices pour les assurances incendie, avaient en main une truelle, il se battrait mille fois plus de maisons qu'il ne s'en brûlent !

Si tous ceux qui passent leur vie à numérotter, cataloguer, classer, évaluer les marchandises afin de permettre au fisc d'établir des milliers de taxes, impôts et dimes diverses qui se superposent sur chaque article s'occupaient de culture, d'industrie, d'enseignement, des beaux-arts ou des ponts et chaussées.

Un livre, attendu par tous, est en vente au « Libertaire ».

Un volume, 285 pages, 160 fr.; franco 182 francs.

**SEBASTIEN FAURE**  
L'HOMME, L'APOTRE  
UNE EPOQUE  
par JEANNE HUMBERT

Pour hâter l'édition de ce livre, SOUSCRIVEZ !

Vous pourrez ainsi vous le procurer au prix exceptionnel de 130 francs, franco 152 au lieu de 180, prix de vente au public.

Mandats à Joulin Robert, 145, quai de Valmy, Paris (10<sup>e</sup>). C.C.P. : 5561-76.

sées, la société tout entière et partant, chaque HOMME DANS SON PRIVE, acquerrait une incroyable somme de richesses nouvelles et la vie sociale serait apaisée, épurée et simplifiée à l'extrême.

Un billet de banque qui va de toi à moi, de moi à elle, à ceux-là, à ceux-ci, aux autres, n'a jamais produit de richesses, au contraire. Pour arriver à ce circuit il exige du simple caissier à l'institut d'émission une prodigieuse et complexe organisation se développant sur tout le territoire et provoquant partout des difficultés, des complications.

Mais l'avantage d'un tel système est de permettre à une minorité de se placer dans le circuit, de l'arrêter un instant, pour relâcher ensuite après y avoir puisé largement. Ainsi se forme la faune parasitaire qui s'enrichit, au détriment de tous, au moyen des manipulations monétaires pures.

Ces minorités sont de plus en plus représentées par l'Etat qui gère leurs intérêts en ce qui concerne les grands services publics et les entreprises nationales. Les actionnaires des banques, chemins de fer, etc., non seulement exploitent le peuple mais imposent un système rigoureusement périmé qui de plus en plus apparaît comme une insupportable entrave au développement industriel et humain.

Quant à l'Etat, le maintien, non seulement des services publics à titre onéreux, mais aussi de la fiscalité est indispensable à son existence.

Ainsi apparaissent comme indissolublement liés, le profit et l'Etat, l'un soutenant l'autre.

Cependant, le progrès industriel pèse de plus en plus sur ces barrières artificielles.

A force de vouloir tout représenter, la monnaie finit par ne plus représenter que les vestiges d'une époque dépassée. Au nom de lois caduques elle s'interpose entre les richesses et ceux qui les ont produites et provoque des rivalités et des haines parfaitement artificielles.

La mise en évidence que la gratuité

des services provoquerait un accroissement de richesses, illustre magnifiquement la pensée anarchiste qui se base avant tout sur l'égalité économique.

Sans vouloir approfondir la haute morale de ce principe, constatons que le progrès industriel DEJA DANS CES DOMAINES L'IMPOSE !

Et toutes les difficultés financières de salaire, d'amortissement, etc., s'évanouissent.

Nous savons que quelques personnes parmi nos lecteurs se demanderont comment, sans le secours du capital, pourrait s'édifier par exemple un barrage ou une ligne de chemin de fer ?

La réponse est simple :

Le capital c'est le travail.

Des houillères, des mines de fer, des hauts fourneaux, des usines de ciment, des forêts profondes, du bureau d'études, du laboratoire, partent matériaux, projets, épurés, procédés nouveaux qui se réunissent pour se fondre, s'amalgamer et devenir un barrage.

Tous ces travaux, depuis la recherche du savoir jusqu'au travail du mineur n'ont nullement besoin d'être financièrement représentés par une monnaie.

Actuellement ce mode de représentation est indispensable car seule elle permet à l'homme d'exploiter son semblable.

Dans une société libre elle ne serait qu'une entrave.

La monnaie, sous une forme ou sous une autre, ne doit servir qu'à faciliter la distribution des CHOSSES CONSUMABLES et encore rares. Elle doit disparaître d'elle-même dès que ces choses deviennent suffisamment abondantes pour assurer tous les besoins, comme tel est le cas pour les services publics.

ERIC-ALBERT.

Le problème de la réadaptation de quelque 5 millions de fonctionnaires inutiles sera examiné dans un prochain article. Mais disons tout de suite que même en leur assurant un standard de vie égal à ceux qui produisent — ce qui est d'ailleurs normal — la simplification de la vie sociale serait un bénéfice considérable !

## L'ARGENTINE

SON DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE ET SOCIAL

L'ARGENTINE connaît la dictature. Cette dictature ne paraît pas appartenir à un système de pression provisoire, avec lequel l'Amérique du Sud est particulièrement familière. Cette dictature n'est pas une répétition des prononcements qui répètent du sang juste assez pour renouveler superficiellement l'appareil gouvernemental.

Cette dictature paraît plonger ses racines en profondeur et avoir la sympathie, si paradoxale que cela puisse paraître, de couches nombreuses. On ne peut, évidemment, déterminer la durée du nouveau régime, mais il donne l'impression de vouloir s'implanter profondément, en réalisant quelques aspirations populaires.

Dressons sommairement ce que fut le programme de Peron dans le domaine économique, financier et social.

Peron, entouré de techniciens, a dressé un plan quinquennal qui s'apparente un peu à ceux de l'U.R.S.S. Ce plan coûtera plus de 12 milliards de pesos, mais la moitié de cette masse monétaire sert à la construction d'un appareil militaire. Ce plan, comme tous les plans du monde, parle de changer la structure de l'Administration en faisant des compressions.

Et, fait original, son financement n'est pas effectué par l'impôt ou l'emprunt, mais par les bénéfices que l'Etat réalise sur les exportations.

Ces bénéfices furent considérables. A en croire Miranda, le ministre des Finances, ils auraient été pour l'année 1947 de 2 milliards de pesos.

C'est l'Etat argentin qui dirige le marché extérieur, encaisse, par conséquent, les bénéfices des exportations. C'est encore lui qui achète toute la production agricole et tire ainsi des revenus supplémentaires de la consommation intérieure.

Nayant aucun concurrent, puisqu'il est l'Etat, par conséquent le plus fort, il s'approprie toutes les récoltes à des niveaux très bas, puis entre en discussion avec les nations importatrices.

Actuellement, il écoule les céréales à un cours supérieur à ceux enregistrés par le marché mondial.

Entre l'achat et la vente, il double et triple ses bénéfices. Le Gouvernement de Buenos-Aires donne, en le voit, au commerce l'interprétation que lui donnaient les anciens Grecs.

Depuis une dizaine d'années, on peut considérer l'Argentine comme le leader des nations sud-américaines. Il est indubitable qu'elle est devenue une grande puissance.

De débiteur, l'Argentine est devenue créancière. L'encassement des banques est énorme : 1.500 tonnes d'or, soit 6 milliards de pesos en 1947. Cette réserve financière progressera, puisqu'elle fut de 4.675 millions en 1945, contre 1.540 millions en 1936.

L'excédent de la balance des paiements est également en croissance : 480 millions en 1941, 1.175 millions en 1945. En dix ans, le revenu national a doublé.

Mais comme, à encore, tout n'est pas pour le mieux dans le meilleur des mondes, le budget connaît un déficit qui s'agrandit sans cesse, par le fait des sommes folles consacrées à la défense nationale.

Le Gouvernement argentin pousse l'industrialisation du pays. De ce fait, la part de l'industrie dans le revenu national passe de 21 à 26 pour 100. Mais il n'est pas dit que la protection dont jouit l'industrie nationale en matière de douane n'émousse pas la patience des pays exportateurs, représen-

tes qui pourraient s'exercer contre les produits du sol.

L'Argentine, pour modifier son armature économique, a besoin de charbon, de cuivre, de fer, que le Chili s'offre en partie de lui assurer.

Elle possède des gisements de magnétite à 65 pour 100 et d'importantes nappes de pétrole à Coletta Oliva.

Tous ces puits sont nationalisés, L'Argentine s'est arrachée de l'assujettissement britannique, aussi ne sous-estime pas par compensation de souder son économie sur celle des Etats-Unis, dont la puissance a supplanté celle de la Grande-Bretagne dans les Etats sud-américains.

Le 12 février 1947, le Gouvernement argentin a signé avec Londres un protocole pour le rachat des chemins de fer argentins. Ce rachat, d'un montant de 150 millions de livres sterling, fut effectué avec des avoirs argentins bloqués dans les banques anglaises.

Pour les échanges, des accords furent signés en 1946 avec le Brésil.

Un accord avec l'Espagne, couvrant la période 1947-1951, fait part d'un accroissement du volume des échanges avec les deux pays.

L'Espagne reçoit actuellement de l'Argentine, et en grosses quantités, du blé, de la viande, du maïs, des légumes secs, de l'huile.

En retour, l'Espagne lui expédie du fer, du plomb, du liège, des olives.

En outre, l'Argentine a obtenu de l'Administration de Peron un crédit de 750 millions de pesos à 2,75 et 3,75 %.

Le 23 juin 1947, l'Argentine a contracté un accord avec la France pour équilibrer les échanges.

Paris a bénéficié de la générosité personnelle de la sœur de la femme du dictateur, de 600 millions de pesos, soit 18 milliards de francs.

Peron veut remédier à la crise de main-d'œuvre due à la faiblesse de la population. Une politique d'immigration est mise au point. Elle prévoit l'absorption de 30.000 Européens, à raison de 30.000 par mois.

Les 311 voix nécessaires à son investiture devant l'assemblée. Il lui faudra raser les fonds de tiroir radicaux, socialistes et émeutiers. Mais une hypothèse pèse : les radicaux, et la base se montre assez réticente. Il est normal qu'elle n'ait pas digéré le coup des élections cantonales. Sans doute les radicaux mettront-ils comme condition à leur appui qu'on ne parle plus de la loi sur le rejet des cantonales qui n'a pas encore été acceptée par le Conseil de la République.

Dans ce cas, les dispositions de 1871 seraient en vigueur et la « consultation populaire » aurait lieu. Au grand profit des gaullistes et radicaux, et à la consternation des socialistes et M.R.P.

Mais même si les socialistes et les M.R.P. consentent cette abdication, même si Schuman est accepté, le problème capital de trouver un ministre des Finances reste en suspens. Un dirigeant ? Les radicaux n'en veulent à aucun prix. Un libéraliste qui fasse payer les travailleurs ? Que ferait la base fantomatique du P.S. ? Car on a beau vouloir faire un « ministère des pots cassés », comme dit « Le Monde », l'Etat désespéré de l'économie exige, pour ceux qui veulent sauver la pourriture capitaliste, un ministre des Finances à poigne, donc un programme financier bien défini. Or, tout programme bien défini ne peut avoir l'accord du seul ministre possible, M.R.P., Radical et Socialiste.

Nous sommes entrés dans l'ère du nihilisme politique. Il est exact que le régime des partis a fait faillite. Mais de Gaulle s'empare de cette idée pour proposer sa dictature. Les travailleurs se réveilleront-ils à temps pour balayer ce dilemme politique, en prenant leur destin dans leurs propres mains, refusant à la fois le régime des partis et celui de la dictature ?

AVEC

HENRI WICHAUX

E temps n'est plus, écrivait à peu près René Bertelé (1), où André Gide parlait de découvrir Henri Michaux, et où la critique se penchait « avec attention » sur une œuvre dont on a fini par reconnaître la grandeur. Mais cette œuvre — étrange — c'est-à-dire que ses frontières ne sont pas les nôtres — et n'y entre pas qui veut. Néanmoins, qui entre y est conquis par la beauté d'une faune et d'une flore sans équivalent dans nos « propriétés » où tout est plat, parce que leur absurde perd à n'être pas soigné. Ailleurs (2) est un lieu inoubliable. Le voyageur en grande carabane est tout d'abord étonné par la variété des spectacles et leur cruauté le conquiert. Mais son « malaise est le plus fort » et il revient de temps à autre en Europe : pour comparer. Henri Michaux décrit la guerre totale moderne marquée par la destruction et le monde imaginaire, un monde possible et apparemment plus étrange que cette terre où nous vivons.

Montesquieu, au XVIII<sup>e</sup> siècle, avait créé le mythe du monde vu de l'extérieur, et c'était le premier procédé pour écrire l'absurde, de nos contemporains. Michaux, de nos jours, invente de contempler, non plus du dehors notre monde, mais du dedans, un autre monde bâti sur un plan sensiblement symétrique. L'absurde y gagne en certitude, et l'humour est remplacé par la poésie. C'est le croisement, l'apport essentiel d'Henri Michaux. Mais c'est à son don merveilleux de création que cet apport doit d'être ce qu'il est : la perpétuelle découverte de terres inconnues. Poésie d'homme révolté, la poésie d'Henri Michaux préfigure le monde en salissant sa conscience, mais plus riche que la révolte parce qu'elle parvient à la transmettre. Henri Michaux, avec Garcia Lorca et Essénine, il miglior fabbro ?

André JULIEN.

(1) Henri Michaux, Pierre Legehrs.  
(2) Librairie Gallimard.

LES LIVRES

Ailleurs

LES LIVRES

LES LIVRES

LES LIVRES

LES LIVRES

LES LIVRES

LES LIVRES

LES LIVRES

LES LIVRES

LES LIVRES

LES LIVRES

LES LIVRES

LES LIVRES

LES LIVRES

LES LIVRES

LES LIVRES

LES LIVRES

LES LIVRES

LES LIVRES

LES LIVRES

LES LIVRES

LES LIVRES

LES LIVRES

LES LIVRES

Le Stalinsisme représente l'accession au pouvoir d'une caste dictatoriale de bureaucrates confondus avec l'appareil étatique-productif. Pourtant, le Stalinsisme a une base de masses dans les couches les plus exploitées du Capitalisme. Le National-Socialisme représente une semblable poussée de l'Etat bureaucratique, avec cette seule différence qu'il n'élimine que progressivement les capitalistes, et défend donc leurs intérêts d'exploiteurs pendant un certain temps. Pourtant, le National-Socialisme a eu une base de masses, non seulement de petits-bourgeois, mais aussi d'ouvriers, et même de chômeurs. Il n'est pas exclu que D. Gaule le paternaliste prenne pied dans certaines entreprises. Le Capitalisme a eu des guerres, et les ouvriers ont fait la guerre pour défendre les intérêts illusoires de la patrie et les intérêts réels de leur impérialisme. La guerre même a eu une base de masses.

Cette énumération bien succincte n'est aucunement destinée à introduire d'interminables lamentations sur le « manque d'éducation » et sur la « crédulité » de fractions importantes des travailleurs. Ces mots consolaient, mais n'expliquent rien. Elle nous permet de poser le problème scientifique : Pourquoi la conscience de ces travailleurs exploités ne parvient-elle pas à comprendre le caractère réel de leur exploitation afin de lutter contre ? Pourquoi le Juif remplace-t-il le Capitaliste pour les Nazis, pourquoi à l'heure où tout capitaliste se transforme en dictature étatique les ouvriers Staliniens attendent-ils le salut de l'Etat ? Pourquoi la très impérialiste « libération » a-t-elle été proclamée « Révolution » avec une tentative de ressusciter les Sans-Culottes ? En un mot, pourquoi l'attitude des travailleurs n'est-elle pas en accord logique avec leur position dans la société ? Si l'attitude des travailleurs avait un tel rapport logique avec leur misère, il y a longtemps que la révolution serait venue à la suite des crises et des guerres, pourquoi la pensée des travailleurs n'est-elle pas rationnelle ?

Répondre par « manque d'éducation » n'est pas répondre. Le problème a déjà été posé, et diverses solutions ont été proposées. Je voudrais dire brièvement quels me paraissent être les éléments de la réponse.

Première remarque : Tous les exemples de telles actions illogiques de la part des travailleurs sont liés au facteur bureaucratie-Etat. La guerre totale moderne marquée par les nations dites « démocratiques », c'est-à-dire celles où l'appareil d'Etat est le moins développé, une emprise totale de la bureaucratie sur la société. Quant aux autres nations, il n'est même pas utile de le souligner. Or, la guerre totale marque aussi l'exaspération des survivants des masses de travailleurs. Le Stalinsisme et le Nazisme marquent la croissance de l'Etat totalitaire comme résultat de l'action de ces travailleurs, de même la reven-

dication des nationalisations, etc... L'action irracionnelle des travailleurs est liée au développement de la bureaucratie et de l'Etat.

Deuxième remarque : La justification de l'Etat est par nature irracionnelle. L'Etat parle de Patrie, de Communauté, de Dieu, de Race, etc., et le Bien des autres Etats sont le Mal, il est l'intérêt commun mais interdit qu'on analyse cet intérêt. L'action contre l'Etat est un « crime », moi chargé de toute la mystique primitive. L'Etat est tabou, et la « Constitution » ou « l'intérêt d'Etat » avec ses camouflages « l'intérêt de la race », « l'intérêt du prolétariat » planent au-dessus des assemblées soi-disant représentatives et en limitent les possibilités débiles. En France, le Conseil d'Etat, et les Préfets veillent à briser les tentatives d'indépendance des communes. L'Etat justifie sa dictature, secrète ou déclarée par son recours aux principes sacrés.

Résumons ces remarques : L'Etat et la bureaucratie trouvent leur atmosphère d'existence et de développement dans la pensée irracionnelle. L'Etat est le pôle irracionnel de la société. Ce pôle peut se développer jusqu'à absorber la totalité sociale.

Une question maintenant se pose, pour servir le problème de plus près. La pensée irracionnelle est-elle la cause ou la conséquence du développement de la bureaucratie et de l'Etat ? En est-elle le fondement ou est-elle fondée par lui ?

L'Etat a de profondes racines économiques. Déjà sous le capitalisme libéral, il assure le respect de la propriété et des intérêts de la bourgeoisie, lues et les autres. Lorsque le capitalisme libéral a été devenu économiquement impossible (nous n'analyserons pas ici pourquoi), l'Etat commence à se développer pour pallier aux insuffisances du libre-échange. Il prend des mesures économiques et s'engage dans la production. Plus les contradictions de l'économie capitaliste s'accroissent, plus l'appareil d'Etat développe sa bureaucratie et ses attributions pour faire marcher l'économie du profit. Vient un moment où le profit des capitalistes est devenu impossible ; à ce moment, l'Etat a toute l'économie en main et l'économie capitaliste est devenue économie d'Etat totalitaire. L'Etat est confondu avec l'appareil de production.

Du point de vue économique, nous pouvons donc dire que l'Etat nait ou se forme la plus simple (Etat « veilleur de nuit » du Libéralisme) parce que l'économie est engagée dans des contradictions (l'intérêt des travailleurs est opposé à celui des capitalistes, les intérêts des capitalistes des divers pays sont opposés), qu'il se développe quand les contradictions (l'intérêt des plus en plus nombreuses et profondes des crises, jusqu'à la crise permanente de notre époque) et qu'il tend à absorber la totalité de la vie sociale.

Mais il est un point que les Marxistes oublient trop souvent de signaler : si l'évolution du Capitalisme et la croissance de l'Etat qui l'absorbe sont économiquement nécessaires au maintien de l'économie d'exploitation, cette évolution, cette croissance et ce maintien ont aussi leurs mêmes possibilités ou leur même cause : les travailleurs ont en grande partie un comportement et une pensée irracionnelle.

En effet, lorsque les travailleurs veulent défendre la « Patrie » ou aident à la croissance de l'Etat totalitaire en réclamant les nationalisations, ou bien lorsqu'ils réclament un Etat fort.

« L'Etat fort », ils exécutent eux-mêmes les actes nécessaires au maintien de l'exploitation, des actes contradictoires avec leurs intérêts irracionnels. C'est dans la mesure où ils portent des jugements irracionnels sur l'interprétation de leur condition sociale qu'ils permettent la perpétuation de l'exploitation.

Nous pouvons donc résumer ainsi : L'Etat existe et se développe à cause des nécessités économiques du maintien de l'exploitation, mais ce maintien de l'exploitation n'est possible qu'à cause du comportement irracionnel des exploités.

Il est donc, à la question que nous posons haut : « La pensée irracionnelle est-elle la cause ou la conséquence de la bureaucratie et de l'Etat ? », si nous répondons qu'elle est la cause, nous aurions tort. La cause est que la condition (la cause est économique). Inversement, si nous affirmions qu'elle en est la conséquence, et rien d'autre que la conséquence, nous nous trouverions dans un cercle vicieux, car la conséquence du développement de l'Etat serait aussi la condition du développement de l'Etat, qui, pris rigoureusement, est un non sens.

La pensée irracionnelle n'est donc à proprement parler ni la cause ni la conséquence du développement de l'Etat. Cependant, nous avons observé que les deux phénomènes étaient liés et se développaient simultanément. Ils ont donc des conditions de formations identiques, une racine commune.

La racine économique de la croissance de l'Etat totalitaire, c'est la décadence de l'économie bourgeoise. La société se forme tout, toutes les parties réagissent les unes sur les autres. Si l'on parle de contradictions dans l'économie, on doit aussi parler d'un malaise dans toutes les activités humaines, y compris l'idéologie et la pensée. La société entière se décompose, et l'homme privé de sa culture, de son l'endemain comme une épave sur une vague. Les forces sociales dominent l'homme de leur absurdité, et de même que les forces de la nature dominent l'homme, le sarm de la préhistoire et lui imposent une pensée mystique, de même les forces de la société dominent l'homme actuel et lui imposent une pensée semblablement irracionnelle. La décomposition de l'économie capitaliste a eu pour double résultat la croissance de l'Etat totalitaire et la pénétration de la pensée irracionnelle dans les masses de travailleurs et dans la totalité de la société. Le développement de la pensée irracionnelle a permis, nous l'avons vu, la continuité de l'exploitation et de la croissance de l'Etat ; inversement, l'Etat totalitaire développe la pensée irracionnelle en l'imposant par la propagande et la force (anti-sémitisme, ordre de faire des mathématiques « marxistes » ou de la géographie nationale-socialiste, etc.). L'oppression des travailleurs est devenue la destruction de toute pensée non mystique, et seule la libération des travailleurs de toute exploitation et de tout Etat peut sauvegarder la culture des travailleurs et des intellectuels. Le seul chemin, tant des travailleurs que des intellectuels, passe par la révolution sociale. C'est l'homme lui-même qui s'agit de sauver.

M.

patrices l'Argentine qui poursuit son évolution sociale à un rythme accéléré.

Le peronisme, dont la doctrine est un travailisme petit-bourgeois très réformiste, recrutée ses adeptes parmi les descamisados (sans chemise) qui forment la partie la plus malheureuse des grandes agglomérations de l'Argentine.

L'Argentine, comme tous les Etats sud-américains, a un grand avenir social, dont la fécondité, trempée par les luttes ardentes et parfois suivies d'échecs, s'apparente de plus en plus aux promesses de subversion qui viennent de l'Occident.

MARZINO.

Notre article de la semaine passée : L'œuvre de la base, était de Gaston Leval.

LES LIVRES

LES LIVRES

LES LIVRES

LES LIVRES

LES LIVRES

LES LIVRES

LES LIVRES

LES LIVRES

LES LIVRES

LES LIVRES

LES LIVRES



# LA SEULE SOLUTION

Le gouvernement est mort. Vive le gouvernement ! On re-parle de l'homme, l'homme qui a si bien réussi, de Mendès-France, dont le programme, dès après la Libération, effraya ses propres amis ; de Schuman, de l'inspection des Finances — et c'est tout dire — enfin, d'un tas de connus et d'inconnus dont la faculté première et les titres de noblesse sont de faire « suer » le bourgeois. Dame ! les « phynances » sont si basses et il en faut tant pour nos galonnards... Il n'est jusqu'au Parti communiste (français) qui n'ait été reçu par Aurio (Vincent) tout frétilant à l'annonce du désastre financier souverain, nous donc des deux évaluations dont il fut le champion Front Populaire de 36 à 38 — et des mesures à prendre (énergiques) pour sauver le régime sacré. Mais cette crise bénite ne serait-elle pas le tapis volant offert par nos ministères ou non ministères, au Grand de Gaulle ?

Il paraît que Marie est tombé à cause de son ministre des Finances et de la question des salaires-prix. Bien ! Et qu'en pensent et que font les organisations syndicales face au problème ? Rien. Comme d'habitude. Car nous appelons RIEN ces manifestations sur commande « pour un ministère d'Union Démocratique ». Car nous appelons RIEN ces déclarations grandiloquentes et filandréuses d'un Benoît Frachon ou d'un Lafont QUI SE REFUSENT OBSTINEMENT A CUIVER POUR LA VRAIE REVOLUTION. Le système est condamné. Et ce n'est pas le P.C.F. qui innovera, puis qu'il joue avec les mêmes des que ses adversaires. Ils le savent tous. Ils savent aussi qu'aucune puissance au monde — fût-ce l'U.R.S.S. ou les U.S.A. — ne pourra ni ne voudra sauver le prolétariat français par ses beaux yeux. Pourtant, ils s'accrochent au système lui-même. Ils proposent de miserables petites combinaisons politiciennes à seule fin de durer.

Ce qu'il faut ? C'est une bonne révolution, disent les syndiqués clairvoyants, une révolution qui balaye tous ces impuissants, tous ces fous, tous ces gangsters, tous ces amoureux du pouvoir et de l'argent. Ce qu'il faut ? C'est la grève gestionnaire qui mettra entre les mains des travailleurs les moyens de production et qui permettra la répartition équitable des richesses entre tous. Un autre gouvernement se trouvera en face des mêmes difficultés insurmontables qui ont rebuté le précédent. Donc, plus de gouvernement : l'usine aux ouvriers, la terre aux paysans. Par-dessus les organismes centraux des groupements dits ouvriers, les prolétaires peuvent, s'ils le veulent, sauver et leur liberté et la paix.

Les députés à l'atelier !  
Place au Fédéralisme libertaire.

## A la S. N. C. F.

# La grève gestionnaire Terreur des Gouvernements et du Patronat

Terreur également des organisations syndicales politisées qui n'en veulent absolument pas, prétendant que le prolétariat n'est pas encore apte à gérer lui-même ses affaires. En réalité, ces messieurs les bonzes des fédérations et confédérations ne veulent pas avouer qu'ils ont une sainte frousse de perdre leurs petites sinécures, leurs petites prébendes. Ils ne sont pas pressés de voir le commun des mortels vivre sur le même pied qu'eux. Ils sont devenus petits bourgeois avec les préjugés de ceux-ci, avec leurs petites routines, leurs petits besoins de promenades, de gloriole, de tranquillité, de mensonges, de jésuitisme.

Le peuple, disent-ils, n'est pas encore mûr pour la grève gestionnaire et expropriatrice.

Ces super-hommes qui trônent à la tête de la classe ouvrière et à la remorque des politiciens, sont totalement incapables de penser le problème de la gestion et de l'expropriation. C'est là, avec la recherche des profits et le parti pris politique, une des raisons pour lesquelles ils ne veulent pas en entendre parler.

Mais, nous autres crève-la-faim, qui n'avons rien à perdre et tout à gagner en l'occurrence, nous avons établi nos plans. Nous avons pensé les problèmes. Nous disons qu'à la S.N.C.F. il est très facile de transformer la grève gestionnaire en grève gestionnaire. Ce n'est qu'une question de confiance de la masse dans ses responsables et de rapport de forces. La mise au point en elle-même n'est rien. Et nous sommes absolument sûrs que le prolétariat exploité sera avec nous, si nous savons nous faire comprendre.

Prenez le dernier des cheminots, parlez-lui de l'augmentation des salaires. Il vous dira, au bout de quelques minutes, que, quelle qu'elle soit, elle aboutira invariablement à une augmentation du coût de la vie qui dépassera l'augmentation de salaire obtenue. Il est très facile, dès lors, de le guider sur la voie de la gestion, laquelle, en définitive, est l'ultime solution.

La gestion, c'est le commencement de la fin, pour le capitalisme. Comment veut-on qu'un communiste de la base,

# LE LIBERTAIRE

ORGANE DE LA FEDERATION ANARCHISTE

L'usine aux ouvriers — La terre aux paysans

# SYNDICAT et ETAT

En signant les accords Matignon de 1936, la C.G.T. réunifiée abandonna ses prérogatives et les prolétaires « conscients et organisés » déléguèrent leur pouvoir à des hommes qui en firent ce que l'on sait. Ils capitulèrent bien qu'étant victorieux. Depuis, le mal n'a fait qu'empirer.

Un premier exemple de triomphe bureaucratique, politique, étatique des forces contre-ouvrières nous a été donné le 8 juin 1948. Les organismes supérieurs des centrales syndicales « reconnues d'utilité publique » C.G.T., C.F.T.C. et C.G.T.F.O. Wall Street et les délégués patronaux et gouvernementaux, ont voulu aboutir à la conclusion d'accords lapin-carpe nommés par euphémisme « conventions collectives ». La commission supérieure de ces conventions collectives est composée de membres de la C.G.T., de la C.G.T.F.O., de la C.F.T.C., de la C.G.T., des employeurs (C.N.P.F.) et des techniciens du ministère du Travail. Que viennent faire là-dedans les techniciens du ministère ? Comment les « délégués » ouvriers ont-ils pu accepter une telle présence ? La discussion était engagée parait-il depuis novembre 1947, personne n'ayant pu démêler l'écheveau des fils unissant, reliant, enchaînant patrons, ouvriers et gouvernement malgré de nombreuses « séances de travail ». L'affaire a été renvoyée à octobre 1948 (le 8 exactement !) et pour se dépatouiller de la mêlée la Commission a décidé en outre de demander aux organisations patronales et ouvrières de « se situer » pour, en dernier ressort faire jouer l'arbitrage des ministères du Travail et des Finances.

La détermination des salaires par zones et à l'intérieur de chaque zone est un autre exemple de l'ingérence étatique dans le syndicalisme. A la suite de « mouvements » concertés ou spontanés, les délégués ouvriers et pa-

trons se rencontrent et discutent. Il y a accord ou non. Dans l'un et dans l'autre cas, le gouvernement joue son jeu. C'est lui qui en définitive détermine le salaire de la profession soit en poussant l'organisation patronale au refus ou au durcissement de sa position, soit en intervenant directement auprès des centrales syndicales ouvrières engagées en les menaçant ou en les mettant en garde sur ce qui risque de suivre, car jamais l'Etat n'aligne sa politique sur celle des exploités — sauf dans les premiers jours troubles des changements de régime — mais au contraire manœuvre toujours pour aligner la prise de position politique des exploités sur la sienne. C'est ce qui explique l'échec des révolutions ouvrières jusqu'aujourd'hui.

Depuis la Libération, nous avons vu le ministre du Travail recevoir les centrales antagonistes et chercher le compromis, quand ce n'était pas pour transmettre ses ordres. Les grèves, grandes ou petites, de ces derniers temps, se sont toutes soldées par un échec dans le fond bien que le détail soit sauf (l'honneur !). Combien de délégués ouvriers se sont vu confier ces jours-ci par leurs patrons : « Messieurs, nous ne demandons pas mieux que de satisfaire vos demandes. Elles sont justes, mais le gouvernement s'y oppose... Il faut attendre. »

Ces divers exemples sont convainquants. Que ce soient signature de conventions collectives, attribution d'un minimum dit vital bien que ne l'étant pas ou fixation de salaires par profession et par zones — salaires que j'appelle des allocations de chômage tant ils sont modiques — dans tous les cas le gouvernement est intervenu là où il n'avait pas place. Et s'il est intervenu c'est uniquement parce qu'il tenait à avoir en main les rênes de l'attelage, parce qu'il ne voulait à au-

cun prix que l'attelage prenne la voie conduisant à la destruction de l'ordre établi. Il légifère le travail, détermine ce qui doit être ou ne pas être, sanctionne ou développe à son gré. L'acceptation de ce cadastre des activités professionnelles par les intéressés montre le manque de conscience totale de ceux-ci. S'étant laissés enfermer par des lois, ils reconnaissent celles-ci, oubliant que la loi suit toujours et ne précède jamais, l'action étant seule féconde. Ils admettent le contrat alors qu'aucun contrat ne devrait exister pour eux. Ils limitent, par peur et par faiblesse, leur champ d'action en reconnaissant valable la chose signée et reculent devant le fait de rompre ledit contrat, soit par la grève gestionnaire, soit par

tout autre moyen. Qui dit loi dit limitation de la liberté dit servitude.

Camarades ! ou vous voulez la liberté et vous vous moquez de la liberté ou vous vous souciez de la liberté et vous piétinez votre propre liberté ! Pour nous le choix est fait. Et c'est pourquoi, confiants aux forces internes du peuple, nous nous refusons à admettre la législation du travail. On ne peut pas fixer ce qui est essentiellement fluctuant sous peine de tomber tôt ou tard dans la dictature.

Prolétaires ! si vous voulez vivre libres il vous faudra lutter à la fois contre le capitalisme et contre l'Etat. Tuez l'un et l'autre ! A bas tous les Matignon !

J. BOUCHER.

# Tuberculeux à l'action

« Il faut, avant de passer à l'action, employer tous les moyens de conciliation ».

Telles étaient les paroles prononcées lors d'une assemblée générale de malades, au sanatorium de Saint-Martin du Tertre, par un membre du bureau de la Fédération de malades.

Depuis des années et des années, nous réclamons notre droit à la vie. Ignorez-vous en haut lieu qu'un tuberculeux civil ne touche, comme pension d'invalidité, que 29 000 francs par an, qu'une grande quantité de malades ne touchent rien du tout.

Ignorez-vous que de nombreux malades appréhendent une fois stabilisés leur sortie de sanatorium, impossibilité pour beaucoup de trouver un emploi en rapport avec leurs possibilités physiques. Leur séjour parfois très long en sanatorium est un handicap pour eux.

Ils sont en outre victimes d'une tuberculose sans cesse grandissante. Pour les grands malades, et ils sont légion, impossibilité pour eux d'obtenir une carte de priorité.

Voici un exemple entre mille que nous puissions au hasard dans le courrier qui nous parvient :

« Je suis malade depuis 1940. En mai de cette même année, j'entre au sanatorium de Brévaux pour y rester jusqu'en 1945. Atteint d'un mal de Pott, on me pratique une greffe... Malade du rein droit, je dois en subir l'ablation... Un testicule m'est également supprimé pour tuberculose. Je suis maintenant atteint de tuberculose pulmonaire (sans traitement) ». En dépit de ces terribles épreuves physiques et morales, ce malade est quand même rendu à la vie... Dès sa sortie de sanatorium, il se met en campagne pour obtenir si possible une carte de priorité qui lui permette tout au moins d'éviter les attentes et les stations debout dans les transports. Renvoyé de bureau en bureau sans obtenir même un rendez-vous utile ni une réponse franchement positive ou négative, l'idée lui vient de demander postalement l'appui d'un ministre. Pas de réponse. Il s'adresse à la Préfecture qui ne trouve rien de mieux que de lui faire cette magnifique ré-

ponse : « Si vous étiez paralysé, peut-être auriez-vous une chance ! ».

Il est à regretter que le corps médical, qui ignore rien de notre tragique situation, n'ait jamais élevé la voix.

A nous de faire valoir nos droits !

Lorsqu'en parlant d'unité, on nous demande de passer l'éponge sur le passé, nous voulons être certains que cette question ne sera pas remise en chantier tous les ans. Il faut que la position de cette Fédération unique soit rigoureusement indépendante des ministères qui se succèdent à la Santé publique, et que l'action revendicative soit menée avec toute la vigueur nécessaire.

Une chose est à regretter : c'est ce manque d'entente entre malades. Or, l'unité à la base est pourtant possible : j'ai pu le constater bien souvent.

Pourquoi, comme je le faisais remarquer à cette assemblée de malades de la base, n'élaborons-nous pas en accord avec nos camarades des sanas de la région parisienne un plan d'action précis.

L'article 33 de la constitution nous garantit notre droit à la vie.

A nous d'aller le rappeler à nos gouvernants.

Assez de discours, de promesses ; pas sans à l'action.

Ceci ne s'adresse pas aux tièdes, aux timides, aux mous, aux lâches-culs, à ceux qui respectent et n'agissent pas, mais à ceux qui veulent vivre et non crever, comme on nous y condamne depuis toujours.

Il meurt en France 80 000 tuberculeux par an, ne l'oublions pas.

Jean LAMBERT  
Sana de St-Martin-du-Tertre.

## C.N.T.

Confédération Nationale du Travail

30, rue de la Tour-d'Auvergne, PARIS 8<sup>e</sup>

Permanence tous les jours de 9 à 12 h. et de 14 h. 30 à 19 h. 30

sauf le dimanche

FEDERATION DES TRAVAILLEURS DU RAIL

Prendre note que le siège de la F.T.R. est transféré 11, rue de Sévigné, Paris (4<sup>e</sup>). Adressez toute la correspondance à cette adresse.

2<sup>e</sup> UNION REGIONALE

Syndicat des Industries Textiles-Habillantes, 10, rue de la Tour-d'Auvergne, tous les samedis, de 14 h. 30 à 19 h. Note du trésorier : les trésoriers des sections locales et des maisons passeroient à la permanence le samedi de fin de mois, ou le trésorier du syndicat se tiendra à leur disposition pour les règlements et le renouvellement des mandats.

Union locale d'Antony et de Région

Le dimanche 5 septembre, à 9 h. 30, Assemblée d'information. Etude des possibilités d'action locale et mise au courant de l'action à mener sur le terrain de l'usine. Présence indispensable de tous.

16, rue Mirabeau, métro Michalon.

C.N.T. A.I.T.

2<sup>e</sup> CONGRES NATIONAL DE LA FEDERATION DES TRAVAILLEURS DU RAIL

Jeudi 23 septembre 1949, à 8 h. 30

Maison des Syndicats, cours Dillon TOULOUSE (Haute-Garonne)

Communiqué de la C.N.T. à la Presse

Le Comité Confédéral National de la C.N.T. réuni à Paris les 28 et 29 août 1948, après examen de la situation économique et sociale actuelle affirme une fois de plus qu'il n'est pas de solution dans l'état de la structure sociale, seule la transformation sociale peut améliorer les conditions de vie des travailleurs.

La C.N.T., renouvelant les principes énoncés dans sa charte, indique que seule la prise de possession des moyens de production et d'échange par les producteurs eux-mêmes, est capable de donner aux classes laborieuses le bien-être nécessaire.

Face à la crise qui menace chaque jour le monde du travail, elle attire l'attention de tout le prolétariat sur la nécessité de maintenir à tout prix :

1<sup>o</sup> Retour à la semaine de 40 heures (afin de résorber une crise de chômage insupportable) ;

2<sup>o</sup> Réévaluation des salaires, basée sur le pouvoir d'achat de 1939 et application sur ceux-ci de l'échelle mobile (seule garantie du pouvoir d'achat de tous les travailleurs) ;

3<sup>o</sup> Suppression de l'impôt équarré (la C.N.T. considère que le travail n'est pas un luxe pour subir une imposition) ;

4<sup>o</sup> Suppression totale des zones de salaires ;

5<sup>o</sup> Limitation de la hiérarchie par le nivellement des salaires les plus bas vers les plus hauts.

Les travailleurs s'abstiennent d'un résultat positif, non pas en confiant leurs intérêts à des organismes plus ou moins politiques, mais dans l'action directe et énergique de tous pour la construction d'un monde meilleur.

La C.N.T. demande à tous les travailleurs de s'unir pour la lutte dans des cartels d'action dégrés des ponts confiés, et politiques, cela sur les bases des entreprises.

Elle pense que dans la situation économique actuelle, devant la menace de nouvelles crises, le devoir de tous les travailleurs est de se grouper dans le Syndicat.

LE C.C.N. DE LA C.N.T.

## A Dijon Une action directe

Depuis le lundi 9 août, les ouvriers métallurgistes de l'usine S.I.S., chemin de la Colombe à Dijon, sont en lutte et occupent les lieux.

Les responsabilités de ce conflit incombent entièrement à la Direction qui, sous prétexte d'un reclassement du personnel a établi un projet qui ne tendait qu'à une diminution des salaires. Cette tentative d'action directe, avant la période de vacances, la Direction pensait qu'à leur retour, les ouvriers, étant sans ressources, se plieraient à ses exigences. Il n'en fut rien. Dès leur rentrée à l'usine, devant l'insubordination patronale, ils décidèrent la grève avec occupation des locaux. Le drapeau noir et rouge fut immédiatement hissé, au grand dam des bien-penseurs de la localité.

Devant la volonté des camarades en lutte, la Direction mit tout en œuvre pour faire évacuer l'usine. Inspection du Travail, Préfecture, gendarmes, furent alertés en vain, les occupants se refusant à vider les lieux avant d'avoir obtenu satisfaction totale.

En dernier ressort, la Direction s'adressa au Tribunal Civil, qui, dans une ordonnance de référé décida l'évacuation sans délai des locaux. C'est ainsi que le samedi 21 août, escorté de deux cars de police et de policiers en civil, un huissier se présenta afin de mettre le jugement de la veille en application. Rien n'y fit. Nos camarades se refusèrent à obtempérer et s'organisèrent au contraire pour la résistance.

A l'heure où nous écrivons ces lignes, la lutte continue et la sympathie de la population dijonnaise est acquise aux grévistes. Ce n'est pas suffisant. Nos amis n'ont que de maigres ressources pour subvenir à leurs besoins et à ceux de leurs familles. Il est absolument urgent que la solidarité matérielle se manifeste envers eux.

Leur victoire ne s'acquerra que par leur volonté, leur ténacité.

Aidons-les donc et de tout cœur.

La S. U. R. C. N. T.

Envoyer les fonds à Marcel Delrue, 7, chemin de la Fontaine, à Pouilly (Côte-d'Or).

## ÉCHOS SYNDICAUX

La C.G.T., la C.F.T.C. et la C.G.T.F.O. se sont unies en un front commun pour protester contre l'abrogation du droit de grève — et même contre sa limitation — dans la police. La défense des flics honore les dites centrales, n'est-ce pas ? Si notre opinion n'était déjà faite depuis longtemps, ce fait suffirait pour les disqualifier à nos yeux.

Tchécoslovaquie. — Tout travailleur qui changera volontairement d'emploi ou qui s'absentera de son travail plus de huit heures avant le 21 décembre, perdra le bénéfice de sa prime de fin d'année. Ainsi vient d'en décider le Comité Central de la C.G.T.

Vive la liberté des démocraties populaires !

## C. N. T.

Confédération Nationale du Travail

30, rue de la Tour-d'Auvergne, PARIS 8<sup>e</sup>

Permanence tous les jours de 9 à 12 h. et de 14 h. 30 à 19 h. 30

sauf le dimanche

FEDERATION DES TRAVAILLEURS DU RAIL

Prendre note que le siège de la F.T.R. est transféré 11, rue de Sévigné, Paris (4<sup>e</sup>). Adressez toute la correspondance à cette adresse.

2<sup>e</sup> UNION REGIONALE

Syndicat des Industries Textiles-Habillantes, 10, rue de la Tour-d'Auvergne, tous les samedis, de 14 h. 30 à 19 h. Note du trésorier : les trésoriers des sections locales et des maisons passeroient à la permanence le samedi de fin de mois, ou le trésorier du syndicat se tiendra à leur disposition pour les règlements et le renouvellement des mandats.

Union locale d'Antony et de Région

Le dimanche 5 septembre, à 9 h. 30, Assemblée d'information. Etude des possibilités d'action locale et mise au courant de l'action à mener sur le terrain de l'usine. Présence indispensable de tous.

16, rue Mirabeau, métro Michalon.

C.N.T. A.I.T.

2<sup>e</sup> CONGRES NATIONAL DE LA FEDERATION DES TRAVAILLEURS DU RAIL

Jeudi 23 septembre 1949, à 8 h. 30

Maison des Syndicats, cours Dillon TOULOUSE (Haute-Garonne)

Communiqué de la C.N.T. à la Presse

Le Comité Confédéral National de la C.N.T. réuni à Paris les 28 et 29 août 1948, après examen de la situation économique et sociale actuelle affirme une fois de plus qu'il n'est pas de solution dans l'état de la structure sociale, seule la transformation sociale peut améliorer les conditions de vie des travailleurs.

La C.N.T., renouvelant les principes énoncés dans sa charte, indique que seule la prise de possession des moyens de production et d'échange par les producteurs eux-mêmes, est capable de donner aux classes laborieuses le bien-être nécessaire.

Face à la crise qui menace chaque jour le monde du travail, elle attire l'attention de tout le prolétariat sur la nécessité de maintenir à tout prix :

1<sup>o</sup> Retour à la semaine de 40 heures (afin de résorber une crise de chômage insupportable) ;

2<sup>o</sup> Réévaluation des salaires, basée sur le pouvoir d'achat de 1939 et application sur ceux-ci de l'échelle mobile (seule garantie du pouvoir d'achat de tous les travailleurs) ;

3<sup>o</sup> Suppression de l'impôt équarré (la C.N.T. considère que le travail n'est pas un luxe pour subir une imposition) ;

4<sup>o</sup> Suppression totale des zones de salaires ;

5<sup>o</sup> Limitation de la hiérarchie par le nivellement des salaires les plus bas vers les plus hauts.

Les travailleurs s'abstiennent d'un résultat positif, non pas en confiant leurs intérêts à des organismes plus ou moins politiques, mais dans l'action directe et énergique de tous pour la construction d'un monde meilleur.

La C.N.T. demande à tous les travailleurs de s'unir pour la lutte dans des cartels d'action dégrés des ponts confiés, et politiques, cela sur les bases des entreprises.

Elle pense que dans la situation économique actuelle, devant la menace de nouvelles crises, le devoir de tous les travailleurs est de se grouper dans le Syndicat.

LE C.C.N. DE LA C.N.T.

# Réunions Publiques et Contradictaires

Fédération Anarchiste

12<sup>e</sup> REGION

● MARSEILLE (F. L.). Notre cycle de conférences reprendra en septembre. Celles-ci auront lieu les 1<sup>er</sup> et 3<sup>e</sup> vendredis de chaque mois.

● MARSEILLE, bar Artistic, 8, cours Thierry. Vendredi 3 septembre, 19 h.

« Qu'est-ce que l'Anarchie »

● RENNES, salle des Beaux-Arts, rue Hoche. Jeudi 2 septembre, 20 h. 45

Reynaud, Schuman et Cie

préparent les voies du fascisme

GRUPE LIBERTAIRE DE SAINT-ETIENNE

Jeudi 2 septembre et jeudi 9 septembre

débat controversé

Comment réaliser le communisme libertaire

dans la région stéphanoise

Tous les camarades et sympathisants sont invités à fournir une documentation sur les possibilités de leur métier en vue de cette réalisation.

D'autre part, ils sont informés qu'ils trouveront au siège des bouquins en vente au Lib., tous les jeudis à 20 heures et qu'ils pourront verser sur la liste de souscription, en faveur du Lib.

dès l'âge de quatorze ans. La société leur a permis d'étudier, moyennant quoi ils doivent rendre à la société ce qu'elle a avancé, c'est-à-dire leur savoir.

Disparition de la hiérarchie des salaires, tel doit être le mot d'ordre de la lutte qui s'engage.

Car la lutte est commencée. A Paris-Austerlitz, nos camarades, par-dessus les directions syndicales, ont entrepris le regroupement de ceux qui ont faim et une belle unité s'est faite jour à jour.

L'appel de notre camarade Robert. Les militants de la C.G.T., de F.O., de la C.F.T.C., ont compris qu'unis, ils seraient les plus forts.

Si la cohésion n'est pas la même sur le secteur Saint-Lazare, on peut être assuré que l'esprit y est.

Nos camarades du Nord sont prêts au combat. Et de Béziers, de Marseille, de Rouen, nos informations nous apportent les preuves de cette volonté de combat et d'union, en dehors des organisations plus ou moins politiciennes, en dehors des politiciens.

La grève qui vient doit être la victoire des larmes.

Elle réussira, même si quelques-uns d'entre nous payent leur dévouement au prolétariat de quelques mois de prison. Car ne nous illusionnons pas : le « droit de grève » inscrit dans la constitution n'existe que sur le papier.

La grève réussira, car elle ne sera pas entachée de parti-pris politique. Au surplus, pour qu'elle serve à autre chose qu'à nous donner momentanément satisfaction par un palliatif quelconque, nous nous chargeons de la transformer rapidement en grève gestionnaire. Il ne faut pour cela que vingt-quatre heures.

Et les « législateurs » n'ayant pas prévu ce cas, seront peut-être bien embêtés pour trouver un texte de loi nous condamnant.

Il faut que la grève qui vient soit la marche triomphale du prolétariat vers son émancipation, vers la révolution sociale. Vive l'unité.

Raymond BEAULATON.

Le Gérant : M. JOYEUX.

Impr. Centr. du Croissant, 19, r. du Croissant, Paris-2<sup>e</sup>